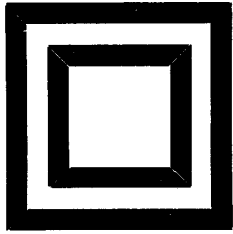


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.
Marc Sangnier



la jeune république

organe du socialisme personnaliste

depuis longtemps, le pouvoir s'embourbe dans la morosité. Il est vrai que l'augmentation du chômage et des prix n'incline pas à l'enthousiasme.

Mais le pessimisme se trouve charrié par deux courants mis en vedette par l'amplification des mass-media.

Le catholicisme réactionnaire de Mgr Lefèbvre se fonde sur le postulat que la nature humaine est viciée par le péché et qu'un ordre immuable et répressif peut seul éviter le démembrement définitif de la chrétienté d'occident. Une personne assidue de l'église occupée de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris, rapportait son étonnement d'avoir été expulsée avec violence pour avoir fait brûler un clerge de couleur rouge, en l'honneur de sa sainte préférée. L'insécurité économique et culturelle de la bonne bourgeoisie n'est pas étrangère à cette agressivité que provoque l'angoisse du changement.

Sur le plan politique, cette violence peut prendre la forme d'un néo-fascisme, dont des attentats criminels à Reims, à Paris, ou ailleurs constituent des symptômes.

Une autre expression du pessimisme transparait chez « les nouveaux philosophes », ceux qui, naturellement de gauche, ont été traumatisés par les crimes stalinien et post-stalinien. Ces prophètes de malheur iraient jusqu'à justifier, à leur insu, le système capitaliste. Comme ils ne crient pas dans le désert, mais à la télévision, ils risquent de démobiliser les masses et de disperser les intellectuels, aux quatre coins de la recherche scripturaire ou de la dérive psychédélique. Le socialisme personnaliste, tel qu'il a été défini dans le Manifeste de Bierville, est un optimisme.

Son idéologie se situe résolument dans le camp de la gauche : il n'est pas question de jeter l'enfant avec l'eau du bain.

Le Programme Commun est perfectible, non seulement parce que la conjoncture se modifie mais parce que des erreurs peuvent être corrigées. C'est ainsi que la notion de laïcité devrait perdre sa définition cléricale de 1972 pour retrouver son sens premier et vrai de « populaire » et donc de pluraliste, comme notre peuple qui est si varié dans ses opinions et dans ses croyances.

Le Socialisme Personnaliste est un optimisme : des réformes comme les congés payés ou la sécurité sociale représentent des progrès, qui annoncent de nouveaux bonds en avant de la collectivité. Le Socialisme Personnaliste est un optimisme : la personne humaine avance, au-delà de ses échecs, à travers une histoire, à la rencontre du bonheur, quand des relations réussies transforment un individu en personne et des personnes en communauté.

LE
SOCIALISME
PERSONNALISTE
EST
UN
OPTIMISME

JUIN à AOUT 1977 — N° 105

PÉRIODIQUE

Numéro : 3 F

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 2032 - 7-77

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
inférieur à 2.000 F	100 F
à partir de 2.000 F	200 F
à partir de 2.500 F	250 F
à partir de 3.000 F	300 F
à partir de 3.500 F	350 F
à partir de 4.000 F	400 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

POUR UN MAJORITAIRE

Les sondages d'opinion jouent la gauche gagnante en 1978. Ils peuvent induire en erreur, et même être téléguidés pour effrayer l'électeur centriste encore incertain. Des politologues analysent si certaines conditions sont remplies, pour que ce changement intervienne.

Les marxistes estiment que les concentrations économiques et financières conduisent à une socialisation technique de la production et de la distribution, qui contredit le caractère de propriété privée des grandes entreprises monopolistes. Quelques dizaines de monopoles assurent les super-profits de quelque cinq cent mille grands bourgeois. Théoriquement, cette minorité ne devrait pas peser lourd, face à ce que le XXII^e Congrès a appelé « l'union du peuple de France ».

Cet affaiblissement du grand capital en notre pays — malgré une base sociale encore large du fait d'une idéologie dominante toujours efficace — se trouve aggravé par les progrès du socialisme de la Chine à Cuba, en passant par certains régimes africains.

Non seulement l'Union Soviétique ne redoute plus l'encerclement, mais, puissance militaire de première grandeur, elle trouve des appuis stratégiques dans toutes les parties du monde, et accentue largement son influence en Afrique. L'impérialisme, cette forme conquérante du capital multi-national, — toujours à la recherche d'une main d'œuvre d'autant plus mal payée qu'elle abonde, de matières premières achetées à vil prix et de débouchés plus ouverts pour ses produits usinés — rencontre des difficultés croissantes. Avec le perfectionnement incessant d'armes de destruction massive, la guerre elle-même ne constitue plus un remède rentable, pour surmonter les impasses économiques. Le capitalisme mondial cherche une issue à sa crise.

Reste que, sans la guerre, la plupart des régimes marxistes-léninistes n'auraient pas conquis le pouvoir. A partir de 1917, parce que la majorité du peuple voulait la paix et le pain quotidien, une minorité de bolcheviques s'est en quelques mois, emparée du pouvoir d'Etat, décidée à faire le bonheur des masses sans les consulter. Depuis 1945,

l'armée rouge, qui avait triomphé avec tant d'héroïsme contre l'envahisseur hitlérien, impose des régimes proches du type soviétique à l'Europe orientale. La dictature du prolétariat, réplique, à l'origine, d'une dictature de la bourgeoisie qui avait répandu le sang des ouvriers, a entraîné des violences, dont les communistes sont encore les victimes, comme les autres. Le Goulag est toujours debout.

Si le Parti Communiste a abandonné le concept de dictature du prolétariat, ce n'est pas seulement parce qu'il ne lui paraît plus opérationnel dans le contexte national et planétaire : le seul mot de dictature épouvante.

Le vocabulaire change avec l'enracinement d'idées libérales, anciennement réputées bourgeoises. C'est ainsi encore que les théoriciens du « socialisme scientifique » proposent « un socialisme démocratique », expression qui appartenait jusqu'alors à la social-démocratie. Il s'agit de sauvegarder l'acquis des libertés conquises depuis 1789 et d'assurer concrètement leur progrès. La défense des libertés, cet alibi d'une démocratie française conservatrice, incarne une vocation de la gauche, de toute la gauche.

Mais il ne faudrait pas croire, comme le suggèrent certains étourdis, que P.C.F. et P.S., ce soit devenu bonnet blanc, blanc bonnet et que la scission de Tours soit effacée.

En qualité d'avant-garde de la classe ouvrière, représentant les intérêts généraux de la nation, le P.C. s'estime investi d'une fonction dirigeante et vise expressément, dans des étapes ultérieures, à l'hégémonie. Toutes les couches sociales s'emboîteraient les unes dans les autres dans cette poupée russe de forme pyramidale, dont le sommet commanderait pratiquement à la base, même si les masses sont appelées à s'organiser et à participer. (1) Cette structure, toujours en vigueur selon la doctrine, recèle des risques de totalitarisme.

Il est bien évident que l'éventuel succès électoral de la gauche enclencherait un processus de conquête de l'appareil d'Etat — économique, politique, idéologique — sans doute pacifique mais certainement mouvementé

RASSEMBLEMENT PLURALISTE



Claude Roland Souchet

(grèves, manifestations, etc.). Pour que la classe ouvrière soit appuyée dans ses luttes par l'opinion publique, il est nécessaire que les couches sociales dites non-monopolistes ne soient pas contraintes d'entrer dans les moules de la poupée russe et de se soumettre, de gré ou de force, à une unanimité de commande.

L'alliance exige le respect réciproque des alliés, c'est-à-dire le droit à une autodétermination, dans le cadre de la solidarité populaire, sans que les différences soient effacées au nom d'une unité de façade, qui dissimulerait la direction impérative d'un groupe s'identifiant à une classe, et jusqu'au peuple entier, pour légitimer son autorité.

L'unité ne peut apparaître comme un combat viable que s'il n'est pas le prête-nom de l'uniformité. Un pluralisme authentique est une condition de l'unité. Au technicisme sans histoire de certains socialistes, les communistes opposent une stratégie cohérente et programmée.

Mais le socialisme scientifique ne coïncide pas encore — même en théorie — avec le socialisme démocratique. Certains principes restreignent la capacité d'invention et minent la confiance. Même celle des masses qui, en définitive, sont composées de personnes.

C'est un fait que l'Etat promis au dépérissement par Marx connaît un renforcement en régime socialiste. Et certains de soutenir : une infime minorité de privilégiés, propriétaires de l'Etat, prétend gouverner au nom de tous, ou presque, comme en régime capitaliste.

Le socialisme personnaliste refuse de se prosterner au pied du mausolée de l'Etat-Parti comme de l'Etat Argent. Ni César-Spartacus, ni Mammon. La promotion des masses, par le socialisme, doit impulser un homme debout, capable, dans la réalité, de s'épanouir physiquement, intellectuellement et spirituellement. La négation d'une seule de ces dimensions compromet le devenir de l'humanité et n'est pas étrangère à la crise des pays socialistes (cf. Mouvement des Droits de l'Homme en U.R.S.S.) et à son corollaire : l'euro-communisme.

Quelques valeurs permanentes traversent plus sûrement l'histoire que des systèmes voués, avec le temps, au destin des dinosaures. Selon une interprétation idéaliste — complément nécessaire d'explications matérialistes — le monde gémit dans l'enfantelement des valeurs de justice et de liberté, que peut compromettre un développement économique à n'importe quel prix.

L'ensemble des forces de progrès doit avancer, par des critiques constructives, qui ne peuvent épargner, selon l'angle de vision, aucune de ses composantes.

La « poupée russe » contredit le pluralisme mais d'autres contradictions font parfois douter de la volonté des uns ou des autres de mener jusqu'au bout la bataille pour le socialisme.

L'Union de la gauche, pour se développer, selon une dialectique à vocation majoritaire, doit tenir compte des aspirations de toutes les couches populaires et des différents courants idéologiques.

C'est pourquoi le Parti de la Jeune République — qui a participé au vaste rassemblement du Front Populaire — propose aux trois partis, auteurs du Programme Commun de lancer un appel à toutes les organisations susceptibles de s'accorder, pour un débat d'ampleur nationale, destiné à préparer, techniquement et moralement, l'avenir de la démocratie dans notre pays.

(1) Les communistes et l'Etat (Editions Sociales).

DOSSIER SÉCURITÉ SOCIALE par Frank Taillandier

Il reste environ 6 mois, avant la mise en application, de nouvelles mesures par le gouvernement.

N'est-ce pas le moment d'examiner comment se présente la situation depuis la pensée du Conseil National de la Résistance, l'institution de cette solidarité nationale en 1945, ce qu'elle est aujourd'hui, enfin ce qu'elle devrait être demain ?

— Les travailleurs salariés s'expriment au travers des 27 Organisations de la Plateforme Nationale, avec laquelle la JEUNE RÉPUBLIQUE se déclare solidaire.

— Le Patronat montre de la voix et du geste.

— Le gouvernement s'interroge, mais agit.

— Les consommateurs, à la fois les salariés eux-mêmes et les non salariés, ont peut-être du mal à se situer. Peuvent-ils être des interlocuteurs valables ?

C'est tout le sujet, qui sera abordé dans l'esprit du « Socialisme personnaliste », et mis en question, dans le prochain numéro de la J.-R. de Septembre-Octobre.

Cela devrait constituer un instrument de réflexion et de travail pour chaque militant JEUNE RÉPUBLIQUE.

F. Taillandier.

LES LIBERTÉS EN AMÉRIQUE LATINE

Le peuple chilien est privé de toute presse autre que celle qui justifie et explique la féroce dictature. La réalité que vivent les journalistes au Chili s'explique par les longues listes de confrères disparus, torturés, assassinés ou expulsés de leur pays. Ceux qui ont réussi à rester au pays, voient leur aspiration de liberté d'expression réduite à dénoncer clandestinement les conditions de vie des travailleurs et la répression généralisée. Ces journalistes ne restent pas neutres dans l'affrontement de classes que vit leur pays. Il est évident que la libération de l'information est liée au changement politique et social.

La presse est au service d'un système capitaliste dépendant des économies centrales et, plus particulièrement, de celle des Etats-Unis. L'impérialisme américain a réussi à neutraliser les couches moyennes de la population ce qui lui permet de maintenir le peuple dans une dépendance croissante. Le développement accéléré du capitalisme, les progrès de la science et de la technique ont permis aux grands monopoles nord-américains d'étendre leur hégémonie et de moderniser leur méthode de pillage. Un autre aspect de la pénétration idéologique est la mainmise de l'impérialisme nord-américain sur le marché international de l'audio-visuel. Qu'il s'agisse d'allumer le téléviseur ou de passer en revue les différentes productions cinématographiques dans ce qu'on appelle « le monde occidental », on réalise la place prépondérante qu'occupe l'impérialisme dans la production audio-visuelle offerte aux masses.

United Presse et Associated Press, deux agences américaines, fournissent à elles seules à l'Amérique Latine 72 % des informations internationales. Plus de 1.000 journaux du monde entier sont abonnés à ces deux agences qui comptent 6.400 souscripteurs dans 114 pays, possèdent 223 succursales et emploient 12.000 journalistes. Avec un monopole de 72 %, elles ne laissent qu'une mince marge de manœuvre aux autres agences de presse, qu'elles soient nationales ou étrangères.

Il s'agit pour les journalistes argentins, chiliens, latino-américains, d'une question d'importance vitale, car le monopole de l'information entre les mains d'un petit groupe économique entraîne inévitablement la fermeture de publications à caractère populaire et progressiste, de même que la persécution et l'assassinat de journalistes.

Dans ces pays, la défense de la liberté d'expression et de travail, la lutte pour la sécurité de l'emploi revêtent un caractère politique.

Extrait du communiqué des journalistes chiliens réfugiés, au Congrès du Syndicat des Journalistes C.F.D.T. (22 mai 1977).



DÉMARCHES D'AUTOGESTION

Louis Perrin

au fil des années, au cours de toutes les luttes ouvrières qui se déroulent encore, on peut découvrir par-ci par-là des prises de responsabilité, des initiatives qui montrent que les travailleurs ont une aspiration profonde pour l'autogestion.

Ainsi, on a vu à Vittelet les travailleurs de certains services menacer de débrayer si on ne les débarrassait pas de certains supérieurs, dont ils ne voulaient plus. C'était une aspiration à l'autogestion.

Par contre, à un autre moment, on a vu des travailleurs débrayer parce qu'on mutait leur surveillant dans un autre service sans leur demander leur avis, et ils voulaient le garder : c'était une démarche d'autogestion.

On a vu aussi certains ouvriers, particulièrement protégés, on ne sait par qui, et qui pouvaient faire les quatre cents coups, des déprédations au travail, sans en être inquiétés pendant longtemps, et ce sont leurs camarades de travail qui, excédés, ont réussi à obtenir leur déplacement : c'était aussi une démarche d'autogestion, quand les supérieurs ne veulent rien voir.

Dernièrement, à Hymont, lors de la dernière grève des E.T.A.M. certains services, dont les chefs étaient particulièrement « fayots » et oppresseurs, ont augmenté leur production pendant l'absence du chef : protestation aussi d'autogestion. Il est évident que l'on ne pourrait approuver toutes les initiatives mais souvent le bon sens des travailleurs s'oppose aux déficiences de l'encadrement.

Malgré tout, dans certains conflits qui devraient intéresser tout le monde car les revendications sont collectives, il existe encore trop de personnes qui pensent profiter du conflit sans bourse délier, c'est-à-dire sans faire la grève.

Ils ne se mettront en mouvement que si certaines catégories, grâce à leurs luttes, arrivent à décrocher quelque chose de particulier, qui leur profite. Alors, là, oui, à ce moment, tout le monde y va, comme à Vittelet en 1976, lors de l'attribution des 9 points aux chauffeurs et aux extrudeurs. Mais les défailtants ne font preuve ni de responsabilité ni d'autogestion.

Il est bien certain que chacun est libre de rester où il en est, sans vouloir avancer, mais il est difficile de profiter délibérément de la lutte des autres sans y participer.

Il y a, en Afrique du Sud, des populations, les Buchmens, qui en sont encore à l'âge de pierre, avec une civilisation moderne à leur porte. C'est leur droit, s'ils sont heureux ainsi. Ils peuvent parfaitement ne pas profiter de la civilisation et vivre, retirés, à leur guise.

Ce n'est pas le cas de bien des travailleurs qui sont bien contents d'accepter les fruits de l'action syndicale sans qu'eux-mêmes payent une cotisation pour faire vivre les organisations ouvrières. Ils bénéficient des avantages apportés par les grèves des copains, sans avoir perdu une heure. Mais récolter dans le champ du voisin, sans avoir semé le blé soi-même, cela ne va qu'un temps.

DEUX PIONNIERS J.R. NOUS QUITTENT

On nous annonce le décès de deux pionniers de la Jeune-République, compagnons de combat de Marc SANGNIER, nos camarades Augustin CALLEBAT de Toulouse et Gabriel BRUGIDOU de Provence. A leurs familles nous adressons notre amitié dans cette douloureuse séparation.

Anne-Marie BRUGIDOU nous écrit quelques mots sur le départ de son père : « Sa mort fut à l'image de sa vie. Sans une plainte dans la souffrance, mais affirmant sa foi, sa joie, sa paix, en ces derniers jours où il attendait l'autre vie (...). Tous ceux qui l'on approché ont été frappés de sa sérénité (...). Le docteur et l'infirmière (athées) ont témoigné de ce regard qui était ailleurs : il voyait l'invisible ». Il laisse à tous les camarades J.-R. qui l'ont connu le souvenir d'un dynamisme et d'une paix extraordinaire dans son engagement politique.

Augustin CALLEBAT était resté militant jusqu'au bout. Dynamique, il entraînait encore des jeunes, autour de lui, à s'engager dans le combat politique. Il était parmi nous l'un des doyens de la Commission exécutive.

LES RAISONS D'UN SILENCE

point de vue
de
Gérard Brissé

nombreux sont mes correspondants qui s'interrogent : on ne voit plus votre signature dans la presse. Vous n'écrivez plus. Eh quoi ! Sur le Cambodge, sur le tiers monde, sur la défense des consommateurs, sur l'évolution de la Gauche, tous vos sujets favoris de réflexion, vous gardez le silence. Je leur dois quelques explications.

Qu'ils se rassurent : ma vocation profonde est, aujourd'hui plus que jamais, celle d'écrivain, d'un journaliste engagé. Mais point ne suffit d'écrire, si une diffusion aussi large que possible n'est assurée à ce que l'on produit. Et c'est là que le bât blesse. A une époque qui se veut « libérale », l'expression d'une pensée est l'apanage des coteries. Tel chef de parti politique « dans le vent », qui se différencie peu d'une vedette du « show business », tel responsable syndical, trouve aisément des tribunes, parce qu'il est sensé être porté par un rapport de forces, dont il apparaît comme l'homme orchestre, ou parce que l'actualité à « sensation » en fait un « tube ».

A fortiori, celui qui dispose d'une solide fortune peut acheter tout l'espace qu'il voudra, créer son propre parti, ses organes de presse, ses outils d'impression, d'édition, de diffusion.

La télévision, la radio, la presse, l'édition sont à présent entre les mains de groupes de pression financiers, et qui n'en n'est point, n'est point.

L'homme d'une pensée libre, et qui entend le demeurer, est nu. Il dispose certes de la liberté de dire ou d'écrire ce qu'il lui plaît. Mais tout cela est bien dérisoire si la liberté de diffusion n'est point assurée. Dans ce domaine, tout reste à faire.

Grâce à l'amitié et à la compréhension de quelques confrères — je pense notamment à Philippe Tesson, au pasteur Finet, aux regrettés André Ulmann et Bernard Lavergne, et d'autres encore — j'ai pu, un temps, m'exprimer, donner ici et là, quelques « tribunes ». Elles m'ont été généreusement accordées dans « Combat », dans « Réforme », dans « La Tribune des Nations », dans « L'Année politique et économique », etc. S'agit-il d'écrire, la démarche est aisée pourvu que l'on en ait et le goût et le talent. Autre chose est d'en vivre. J'ai pu le faire cinq années durant, avec une très grande marge de liberté dont je connaissais toutefois les limites, grâce à l'aimable hospitalité du Prince Norodom Sihanouk. Lorsque les pressions du dehors sur ce qui avait nom, naguère, de « pays du sourire », fussent devenues intolérables, au point d'attenter à ma vie, je revins, tout aussi librement dans mon pays. C'était en

pleine effervescence de mai 1968. Reprendre une activité « militante » après le triomphe du « pompidolisme », relevait de la gageure. Il est facile de faire taire un « gêneur » : il suffit de lui rendre la vie impossible. C'est hélas, ce qui m'est arrivé dans les années 1968-69 et même ultérieurement.

Je dus changer de cap : faire vivre une petite famille (cambodgienne), avec des piges allant s'amenuisant, se ramenant à une acrobatie quotidienne. Bientôt, « Combat » disparaissait, « Réforme » et « La Tribune des Nations » changeaient de propriétaires, Bernard Lavergne et sa revue s'éteignait à leur tour.

Sans regret, j'ai quitté Paris et ses intrigues, son atmosphère étouffante, dépersonnalisante, débiliteuse, pour m'installer en province. Expérience nouvelle, qui m'a au moins permis de recouvrer un relatif équilibre personnel. A cet égard, cultiver des choux et des carottes constitue un excellent adjuvant : l'esprit créateur y acquiert une nouvelle dimension, plus détachée des tracasseries du quotidien. Et c'est là également que l'on prend conscience de la divergence entre les schémas élaborés dans les bureaux feutrés de la capitale, énoncés le plus souvent en langage cabalistique, et les besoins ressentis et exprimés, à travers les préoccupations de chaque jour, par une population d'origine rurale — y compris celle des villes dites « moyennes ».

En contrepartie, c'est dans ces traversées du désert que l'on s'aperçoit, en fin de compte, que l'on est beaucoup plus dépendant qu'on ne le croit, des centres de création et de décision concentrés dans la capitale. Et l'on finit par être oublié, — même si l'on veut éviter de se faire oublier.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Sans doute, de temps à autre, un mal nécessaire. Pour s'intégrer à un mouvement censé être porteur d'un idéal, il faut d'abord y croire. Profondément. Je suis de ceux qui ont cru, dans les années 60, aux capacités de renouvellement de la Gauche en France. C'était l'époque fascinante, enrichissante, des clubs, des mouvements de pensée de la « France souterraine », dont la dispersion, plus apparente que réelle, portait en germe tout l'avenir de ce pays. Il fallait passer au crible de l'analyse cette floraison de propositions diverses, et c'est ce que j'ai fait, sans exclusive et sans parti pris, dans « Combat » notamment. Ensuite, dans une seconde étape, trouver entre tous ces programmes une sorte de plus petit commun multiple, qui, ultérieurement, eût servi de plateforme pour un programme de gouvernement. D'où le slo-

gan : « un idéal, un programme, une équipe ». D'où les projets de « Confédération générale des forces de gauche », de « pacte anthropolitique », de « contre-gouvernement ».

L'ambition, concrétisée en 1963, de rassembler une centaine de clubs, mouvements de pensée et groupes para-syndicaux dans une grande convention, avec des commissions de travail permanentes, a été un échec. Echec également de l'idée d'un contre-gouvernement, l'un et l'autre projet ayant été boycottés, puis récupérés par d'autres, dans les conditions que l'on sait. Echec enfin de la Confédération générale des forces de gauche.

Que s'est-il passé ? Tout ce que la France d'alors comptait de forces de proposition et de renouvellement a été récupéré puis « digéré » par les « dissidents » de la S.F.I.O. et du Parti radical, dont le seul but était de rebâtir ces vieux partis, alors totalement sclérosés, sur de nouvelles bases.

Ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui « l'union de la Gauche » n'a qu'un rapport très lointain avec ce que nous espérions réaliser dans les années 60. Nous voulions préserver tout ce qui en faisait la richesse et la diversité et c'est la raison pour laquelle nous avions choisi le cadre de la confédération. On y a substitué le bon vieux concept unitaire du grand parti où tous les courants finissent par se fondre — et où, en fait, seul finit par s'exprimer le courant dominant.

Nous souhaitons que cette confédération puisse faire l'apprentissage du pouvoir à travers une équipe de contre-gouvernement, de telle sorte que l'ensemble des citoyens sache exactement par qui ils seront gouvernés demain. Aujourd'hui, l'incertitude demeure, aussi longtemps que demeurent les luttes d'influences exacerbées de politiciens plus avides de pouvoir personnel que de l'exercice du bien commun.

Quant au programme, l'élément positif — le seul — en a été le programme commun de gouvernement de la Gauche. Un parti comme la Jeune République a été associé à son élaboration notamment pour ce qui concerne la défense des libertés, la politique de transports en commun, l'Indochine. Les Communistes, les Socialistes, siégeaient dans des fauteuils, nous n'avions droit qu'à des strapontins. Le dernier fut « in fine » réservé aux seuls Radicaux de Gauche, jugés sans doute plus « représentatifs ». Lors de la signature du programme commun, tous les autres partis ou courants de la Gauche furent éliminés.

Aujourd'hui, bien des entorses sont faites à ce même programme commun :



les récentes prises de positions sur la politique européenne, sur la force de dissuasion nucléaire, etc., le démontrent abondamment.

Le parti de la **Jeune-République**, par son histoire, par sa doctrine — le socialisme personaliste — est l'une des **composantes à part entière** de la Gauche en France, je dirais même la seule **quatrième composante** aux côtés des autres courants : socialisme marxiste, socialisme réformiste ou social-démocrate, radical-socialisme. Si ses effectifs — en constant renouvellement — ne sont pas aussi importants qu'ils devraient l'être, à qui la faute ? Si nous avons eu seulement, dans le cadre général des actions concertées qui devraient être celles de la Gauche unie, le dixième de la publicité dont on dispose par exemple les Radicaux de gauche, nous n'en serions pas où nous en sommes aujourd'hui. L'existence de la Jeune-République n'est dépendante que des cotisations et de l'activité d'une poignée de militants, tous engagés individuellement dans la vie professionnelle. A la J.-R., il n'y a ni « caisse noire », ni « mécène », ni « permanents » — y compris au niveau du secrétariat. Mais si la J.-R. disparaît, s'écroule avec elle un courant de pensée original et porteur d'avenir.

Que faire Ce qui constitue la force d'un petit parti comme la Jeune-République, c'est la cohérence dans le temps et dans l'espace, de ses thèses, de ses conceptions totalisantes de l'homme et de la société. Nous n'avons pas à rougir de ce qui a été écrit il y a dix ans, il y a vingt ans, car le cours des événements a confirmé nos craintes et nos espoirs. Les régimes capitalistes sont sérieusement battus en brèche ou s'effondrent dans l'agonie des dictatures. Les gouvernements à vocation marxiste doivent faire face à des difficultés et à des oppositions croissantes. Le réformisme à la sauce social-démocrate ou démocrate-chrétienne n'est plus pris au sérieux et a fait la démonstration de ses limites. Il reste à expérimenter la forme la plus noble, voire la plus difficile, d'un socialisme pour la personne.

Plus que jamais, nous devons affirmer notre indépendance, nous réservant de manifester notre unité d'action avec nos partenaires sur des points de convergence précis, au moment où cela nous semblera utile. Nous voulons

d'abord être reconnus comme **interlocuteurs à part entière** — des interlocuteurs exigeants sur certains points, critiques sur d'autres, mais en tout cas toujours ouverts au dialogue constructif. Nous avons beaucoup à proposer — et nous allons procéder à un bilan des thèses exposées en ordre dispersé dans cette revue. Nous formulons le souhait enfin, que nos confrères de la presse écrite et audio-visuelle, quelle

que soit leur tendance, nous accordent la place qui nous revient dans les « tribunes » des partis politiques...

Il reste que l'adversaire numéro un demeure la droite conservatrice, voire réactionnaire, et qu'étant plus que jamais aux côtés des exploités, nous ne saurions en aucun cas prêter le flanc aux critiques d'esprits charitables qui n'hésiteraient pas à nous taxer de « diviseurs », voire « d'opportunistes ».

LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE

Propos de Henri E. Laplanche (Dakar)

a un certain moment, j'ai considéré la proportionnelle intégrale sur des listes nationales pour les législatives comme de nature à réduire les abstentions. Les candidats de ma circonscription ne méritaient pas mon vote, le candidat J.R. était dans la circonscription voisine. C'est toujours, pour moi, le seul scrutin qui soit honnête et j'agrée, avec G. Brissé, l'idée d'équipes s'opposant au vedettariat. Mais pourquoi vouloir lutter contre les abstentions avec les méthodes des partis uniques (U.R.S.S. ou Afrique) en assortissant l'absentation de sanctions, qui couvrent aussi le refus de vote pour le parti au pouvoir, le secret de l'isoloir tant celui de Polichinelle ? Le problème de l'absentation mérite une étude plus approfondie. Noter en passant que le vote blanc est considéré en France comme vote nul, et le vote nul comme celui des imbéciles qui ne savent même pas voter ! Il faut pouvoir exprimer d'une autre façon que l'on récuse tous les candidats en présence, et qu'il faudrait en trouver d'autres.

Pour que la personne puisse s'épanouir en tout plénitude il faut qu'elle fasse partie d'une « société » et qu'elle ne soit pas un numéro anonyme dans une masse indifférenciée (...). Les groupes de pression, anonymes, irresponsables, quelle que soit leur étiquette, nous volent nos voix ou nous font abstentionnistes selon l'opportunité du moment. Ils ne représentent qu'eux mêmes et l'on ne peut leur demander des comptes. Vous avez raison de penser que, dans un tel contexte, un Parlement européen élu au suffrage universel serait extrêmement dangereux, quel que soit le groupe qui y dominera.

Ce qui me paraît souhaitable est une formule qui répondrait aussi aux préoccupations de C.-R. Souchet. Partant du principe que les problèmes particuliers à un espace doivent être réglés par un centre de décision correspondant au niveau de cet espace (commune, canton, petites régions, etc.) et situé dans cet espace, et non pas extérieur, imposé par des gens qui n'ont aucun intérêt commun avec le groupe occupant cet espace. Il me semble que des structures associatives aux différents niveaux d'espace sont à la fois la seule solution pour que les représentants élus soient en réalité des représentants de la population et non les employés — ou clients, au sens romain du terme — d'un quelconque conseil d'administration ou comité central. Structure fédérative, peut-être, mais pas n'importe laquelle. Proportionnelle intégrale, bien sûr, mais jusqu'au niveau de la petite région, pour que l'électeur sache, ou puisse savoir, qui il charge de ses intérêts (...).

L'ouvrage de Jaker Hélias « Le Cheval d'Orgueil » apporte aussi de sérieux éléments de réflexions sur ce socialisme personaliste qu'il faudrait inventer. Un socialisme qui donnerait sa place à ce « peuple dans le peuple », dont parle C.-R. Souchet. Bien plus qu'une question de S.M.I.C., d'argent, sans qu'elle soit négligée, c'est surtout une question de dignité humaine, de participation à une communauté, qui est importante. Ces hommes qui nous apportent leur travail sont rejetés, sont un corps étranger, un ghetto dans la communauté. Pourquoi ? Comment ?

C'est le vrai problème. Ce n'est pas

Lisez et diffusez

**LE MANIFESTE POUR UN
SOCIALISME PERSONNALISTE**

une question d'argent. Certains, relativement aisés, sont aussi rejetés. Ils n'ont pas la parole. Ils sont une masse dans une masse, traqués par une masse policière qui n'aime ni les pauvres, ni les étrangers.

J'en reviens à l'administration de la communauté et, par là, au système électoral.

Doivent avoir le droit à la parole, dans un espace déterminé, ceux qui y sont nés, ceux qui y ont vécu suffisamment longtemps pour participer à la « civilisation » du groupe qui y vit, ceux qui y vivent depuis une durée déterminée.

La préoccupation dominante est de créer, ou de maintenir, le lien de tout homme avec une communauté, un groupe, et un pays (pas au sens du mot nation, bien sûr). Qu'il ne soit pas un déraciné, un paria, mais qu'il puisse à la fois intervenir pour conserver « la civilisation » à laquelle il doit ce qu'il est et pour qu'il ne soit pas étranger à celle dans laquelle il vit.

Il n'y aura de paix dans le monde que lorsque la notion raciste de frontières nationales, de nationalité, aura disparu et que chacun, pourvu qu'il respecte les valeurs du groupe auquel il s'insère, pourra s'établir où il trouve du travail, où il est utile, sans constituer un ghetto et sans pour autant renier sa propre personnalité, sa culture d'origine, sans être brimé à cause de cette origine (...).

On peut penser qu'alors nos paysages ne seraient pas défigurés par des architectes parachutés par des politiciens ou des banquiers irresponsables, que les autorités régionales auraient à cœur de défendre l'environnement local, autrement que par d'hypocrites ou rassurants discours d'autorités lointaines qui ne sont pas concernées et qui vivent « ailleurs ». Pour être éligible, il faudrait vivre et travailler sur place.

Droit de vote au lieu de naissance, droit de vote dans le « pays » (petite région) où l'on a vécu suffisamment avant 25 ou 30 ans, pour en être marqué. Ce serait un droit de vote second (une demi-voix par exemple) ajoutée au droit de vote plein dans l'espace où l'on vit en permanence.

Éligibilité : justifier de 5 ans de séjour dans l'espace considéré et d'un domicile effectif depuis six mois avant l'élection. Suppression du mandat si le domicile n'est pas maintenu.

Au niveau des grands espaces, associations inter-régionales, la représentation devrait être assurée par des représentants régionaux élus par région ou par groupes de régions liées par un intérêt commun, au suffrage universel.

Ce ne sont que quelques suggestions, plus ou moins valables, que m'inspire le numéro 104 et que j'apporte pour ce socialisme à inventer. Bien sûr, il me faudra retravailler ce problème avec une équipe.

**LE SOCIALISME PERSONNALISTE EST UN OPTIMISME
POUR TOUS LES HOMMES ET POUR TOUT L'HOMME**

SOUSCRIPTION NATIONALE

pour

La Jeune République

L'augmentation générale du coût de la vie — et de l'impression du journal, en particulier —
**EXIGE UN EFFORT FINANCIER EXCEPTIONNEL
DE TOUS LES MILITANTS ET DE TOUS LES
LECTEURS ET AMIS DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE.**

POUR QUE LE COURANT SOCIALISTE PERSONNALISTE PUISSE S'AFFIRMER DANS LE CADRE DE LA GAUCHE UNIE :

IL EST NÉCESSAIRE QUE CHACUN D'ENTRE NOUS APORTE UNE CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE.

PAR AVANCE, NOUS REMERCIONS LES SOUSCRIPTEURS DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à retourner à La Jeune République

villa n° 6 — 9, Bd J.-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hts-de-Seine)

NOM et Prénom.....

Adresse

verse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS
au titre de participation à la souscription pour le journal.

Date et Signature,

La Jeune-République a pris position...

PALESTINIENS

et

ISRAËLIENS

La situation se tend à nouveau au Proche-Orient. Le journal La Croix (Noël Darbroz - 13 juin 1977) rapporte que les armées égyptienne et syrienne effectuent d'importantes manœuvres militaires.

En Israël, menacé et insécurisé, la venue au pouvoir de la droite, nationaliste et cléricale, inquiète, même si la grande centrale ouvrière, la Histadrout, à majorité travailliste, peut tenir en échec une politique aventureuses, même quand M. Begin demande que la Judée — en Cisjordanie occupée — soit peuplée par des Juifs.

Le peuple palestinien a droit aussi à une patrie. Les décisions de l'O.N.U. doivent être suivies d'effet. Voilà des vérités élémentaires. Une autre encore : Israël doit être reconnu « de jure » par les Nations arabes et l'Organisation de Libération de la Palestine. Les grandes puissances doivent garantir son intégrité territoriale.

Israël n'est ni l'Algérie, ni le Vietnam, ni même la Rhodésie. Il peut, un jour, être rayé, une fois encore, de la carte sans cesser de polariser les aspirations d'un peuple inséparable de sa terre.

Récemment, au cours d'un échange de technologie, à un haut niveau, entre Français et Algériens, le Chef de la délégation française dit à son homologue algérien, entre poire et fromage : « Nous sommes tous les deux des sémites ». L'Algérien, auparavant chaleureux, quitta la table sur le champ, suivi de la plus grande partie de ses compagnons.

Tant que ce mépris persistera, le dialogue entre frères ennemis ne pourra pas s'ouvrir. Le respect d'autrui ou la reconnaissance de sa différence conditionnent la paix.

Certains esprits — libérés de schémas d'interprétations simplistes — commencent à comprendre que le sionisme, que beaucoup de Juifs n'acceptent pas, est quelque chose d'autre qu'une forme d'impérialisme. Les grandes compagnies pétrolières, qui influencent les Etats-Unis et l'Europe des neuf, jouent, par intérêt, la carte arabe.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature